

sion des Jésuites du Portugal, de la France et de l'Espagne, eut sa répercussion en Amérique, et c'est en 1768 que les Jésuites furent chassés du Paraguay, leur territoire étant réparti entre les colonies portugaises et espagnoles.

Quoique les historiens jésuites s'en soient défendus, il peut être considéré comme certain que cette confrérie prit comme modèle social l'Etat des Incas, ce proche exemple pour eux, dans l'espace et dans le temps, d'autant plus facile à imiter qu'il n'y avait qu'à utiliser des dispositions naturelles des populations sud-américaines.

Les Jésuites cependant exagérèrent les mauvais côtés de cette organisation communiste et le manque de liberté chez eux se faisait d'autant plus sentir qu'il était appliqué par des étrangers. Ils ne réussirent pas, d'autre part, à donner à leurs sujets — il faut bien les appeler de ce nom — la situation matérielle enviable dont jouissait chacun dans l'empire des Incas.

Somme toute, l'Etat communiste des Jésuites du Paraguay fut un produit d'imitation, on pourrait presque dire une construction artificielle. Il était devenu, de plus, financièrement, une entreprise à but purement capitaliste.

Communismes primitifs

Mais il est encore d'autres organisations communistes qu'il y a lieu de distinguer de celle de l'ancien Pérou, au point de vue de leur valeur expérimentale : ce sont les organisations sociales primitives.

Certes, l'humanité ne s'est pas développée partout selon le même schéma, ainsi que le pensaient les anciens sociologues. Certains foyers de civilisation, devenus plus particulièrement féconds, ont fait rayonner leurs produits sur une aire plus ou moins étendue. Cependant, les premiers éléments de civilisation ont dû être à peu près les mêmes partout et les premières associations humaines avaient pour base une certaine communauté de biens. Tout n'était pas en commun et la communauté des femmes, à laquelle croyait encore Ch. Letourneau, n'a, sauf exceptions ultérieures, qui étaient des déviations, pas existé. Il s'agissait avant tout de communauté du sol, qu'il fût question de territoire de chasse ou de terrain de culture. « La terre, disaient les Indiens Omaha, est comme l'eau, comme le feu, ce qui ne se peut vendre. » Les produits de la cueillette, ou de la chasse, ou de la culture, étaient à chacun en ce sens que celui qui se voyait sans subsistance était en droit d'en réclamer de la part du plus ayant. Car, disait Lahontan, « ils (les Peaux-Rouges) trouvent étrange que les uns aient plus de bien que les autres et que ceux qui en ont le plus soient estimés davantage que ceux qui en ont le moins ».

Cette forme de communisme primitif, dans le détail duquel nous n'entrerons pas, qui varie au reste selon les peuples et les cycles de civilisation, se rencontre

chez les populations les plus primitives de l'Asie-Océanie et de l'Amérique. C'est, peut-on dire, un communisme de défense, dont les bénéficiaires semblent se dire : « Si tu n'aides les autres, personne ne t'aidera. » Il fait en général place, dans le cours des temps, à des préoccupations égoïstes et individuelles, mais il a laissé des traces profondes dans certains organismes de peuples à mi-chemin entre le stade primitif et le stade européen, comme dans la communauté du village malais et du village chinois. Un autre de ces peuples mi-civilisés, celui du Pérou, nous l'avons vu, au lieu d'abandonner le communisme, l'a développé parallèlement à ses autres institutions. C'est en cela que cet Etat et ce communisme sont remarquables et si nous avons commencé par le dépeindre, c'est-à-dire par où nous aurions peut-être dû finir, c'était pour en marquer d'autant plus fortement les caractères frappants.

Pas d'esclavage

Notons enfin un caractère commun aux diverses sociétés communistes, primitives ou développées : elles ne connaissent pas l'esclavage. Il est naturellement inconnu chez les grands primitifs. La Chine, que nous avons citée comme exemple d'un pays ayant conservé certains restes de communisme, n'a que peu d'esclaves. Dans l'Amérique, qui nous a plus longtemps retenus, l'esclavage était pratiqué, par exemple, au Mexique, dont on peut opposer la civilisation à celle du Pérou. Techniquement au même niveau que celle des Incas, la civilisation mexicaine connaissait la propriété individuelle. Nous avons vu plus haut qu'elle pratiquait les sacrifices humains, sur une échelle inconnue des autres peuples de la planète (jusqu'à des dizaines de mille de sacrifices en une année). Le Pérou communiste, lui, n'a connu ni les sacrifices humains (à quelques cérémonies exceptionnelles près). Il n'a pas non plus connu l'esclavage.

On peut dire que, avec des variantes, la propriété individuelle a développé l'esclavage et c'est un lieu commun de répéter que les possibilités d'accaparement — à la feu Stinnes, pour ne citer que l'exemple-type — sont un retour à un nouvel esclavage. Les nouveaux phénomènes sociaux rendent nécessaire un réajustement de la forme sociale, réajustement dont la révolution russe n'est que le premier acte. Car, contrairement à certaines de ses idées, cette sentence de Letourneau ne vieillira pas : « Comment ont succombé tous les grands Etats aujourd'hui disparus ? Par leur propre faute, par leur vicieuse organisation économique. Prétendre que leur ruine est résultée d'un surmenage intellectuel, c'est vraiment se jouer de notre crédulité. Ils sont morts par suite d'une organisation de la propriété funeste à la fois au point de vue social et au point de vue moral. »

D^r GEORGE MONTANDON.

LES REVUES

La Revue des Deux Mondes N° du 15 avril

Dans la doyenne de nos revues bourgeoises, un savant officiel de l'Institut, M. Lacour-Gayet, consacre une étude entière à la politique financière de M. Mussolini.

M. Lacour-Gayet a découvert que le fascisme avait des théories financières particulières. Bien mieux, il a découvert que ces théories étaient basées sur l'intérêt national, car il considère « que le fascisme est moins une construction logique de la pensée, que l'expression spontanée d'un sentiment » (national sans doute).

Sur ce premier point, nous aurions beaucoup à dire. Le caractère nationaliste que le fascisme revêt en Italie et en Allemagne ne nous apparaît nullement comme « l'expression spontanée, ce sentiment national ainsi que M. Lacour-Gayet feint de le croire. Pour mieux duper les classes moyennes, le fascisme est amené à exploiter le sentiment national ; à le servir démagogiquement en le canalisant à son profit. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, d'ici peu, de vider à fond ce malentendu grossier.

M. Lacour-Gayet cite ensuite complaisamment certaines déclarations du ministre des Finances italien, M. de Stéfani.

« Une finance qui se fonde sur la persécution du capital est une finance folle... la lutte contre la formation du capital retombe sur le dos des travailleurs (sic). L'épargne nationale doit être encouragée », etc...

En réalité et aux termes même de l'étude de M. Lacour-Gayet, la politique financière de M. Mussolini a tendu à deux fins :

1° Favoriser l'entrée, en Italie, du capital étranger, c'est-à-dire hâter la colonisation de l'Italie par le capital anglo-saxon. Aucun contrôle n'est exercé sur les sociétés étrangères.

2° Favoriser la concentration du capital intérieur (suppression des droits sur les successions, sur les donations, abolition des monopoles, etc.).

« Cependant, malgré tant d'indéniables progrès, est obligé de constater M. Lacour-Gayet, l'Italie n'est nullement sortie de ses embarras financiers. » Alors, qu'est-ce que le fascisme a changé à la situation des classes moyennes en Italie ?

M. Lacour-Gayet nous permettra de lui donner sur ce point quelques précisions.

La valeur or de la lire qui était, en 1920, de 25 centimes et demi, était à 24 centimes et demi à la veille du coup d'Etat fasciste. Après la prise du pouvoir par M. Mussolini, la lire remonte légèrement à 25 centimes pour retomber dans le courant de l'année 1923 à 22 centimes.

La lire de M. Mussolini vaut donc la lire de M. Nitti, de M. Orlando, ou de M. Salandra.

Quant au coût de la vie, il est en augmentation sensible. L'indice général des prix de gros a passé de 529 en 1922 à 536 en 1923 !

Mais ces chiffres puisés dans le Bulletin d'Information Economique, M. Lacour-Gayet, qui les connaît certainement, s'est bien gardé de les communiquer aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*.

M. Lacour-Gayet, comme on voit, est un « honnête » savant bourgeois.



Ce même numéro de la *Revue des Deux Mondes* contient une oraison funèbre du général Nivelles, par M. Louis Madelin, autre « honnête » représentant de la science bourgeoise — chapitre histoire.

M. Louis Madelin a droit à différents titres au parfait mépris de tous les anciens combattants (1). Embusqué notoire, M. Louis Madelin s'est constitué l'historiographe officiel de la guerre de 1914 selon la version du G.Q.G. C'est évidemment la seule qui convienne aux lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*, pour qui le général Nivelles, QUI EUT DU EN TOUTE ÉQUITÉ ÊTRE FUSILLÉ ENTRE LE 20 ET LE 25 AVRIL 1917, doit être représenté non pas comme un général léger, vaniteux, incapable, coupable, mais comme le « héros d'un drame Shakespearien » (sic).

Que le général Nivelles soit directement responsable de la mort des 70.000 soldats tués sur le Chemin des Dames, cela importe peu à M. Louis Madelin. L'essentiel c'est qu'il ait reçu les félicitations de l'Académie Française, pour tel ou tel ordre du jour.

Cette gloire-là, du général Nivelles, nous ne la disputons certes pas à M. Louis Madelin !

La Revue de Paris N° du 15 avril

Autre aspect de la guerre officielle : M. Jacques Piou, ancien député, raconte quel fut le rôle de la commission du budget de la Chambre pendant la guerre. A la veille des élections, M. Jacques Piou, qui doit être candidat quelque part, voudrait bien qu'on se souvienne qu'il a joué un grand rôle parlementaire de 1914 à 1918.

M. Jacques Piou est un de ces civils que nous rencontrons parfois à cette même époque dans une de ces tenues prudhommesques qui faisait notre joie, dans les cantonnements de seconde ligne. Entouré de brillants offi-

(1) Voir le *Chemin de la Victoire* du même monsieur.